

**Assemblée générale**

Distr.: Limitée
31 janvier 2002

Français
Original: Anglais

**Comité spécial chargé de négocier une convention
contre la corruption**

Première session

Vienne, 21 janvier-1^{er} février 2002

Point 4 de l'ordre du jour

**Examen du projet de Convention des Nations Unies
contre la corruption****Propositions et contributions reçues des gouvernements****Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
amendement à l'article 9 bis**

Compte tenu des débats consacrés à sa proposition du 15 janvier 2002 (A/AC.261/L.2), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord propose pour l'article 9 bis le texte révisé ci-après, qui remplace sa proposition initiale:

"Article 9 bis

Mesures concernant la magistrature

Dans le cadre de sa politique de lutte contre la corruption, évoquée à l'article [...] [Politiques] [[nationales] de prévention de la corruption], et compte tenu du rôle crucial de la magistrature dans la lutte contre la corruption, chaque État Partie prend, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, des mesures appropriées pour limiter les possibilités de corruption des magistrats, tout en préservant pleinement l'indépendance de la magistrature. Ces mesures peuvent comprendre:

- a) Des mesures pour neutraliser le risque de conflit d'intérêts;
- b) Des mesures fixant des normes de conduite pour les membres de la magistrature;
- c) Des mesures permettant de donner suite aux plaintes concernant la conduite des magistrats et prévoyant des sanctions appropriées;
- d) Des procédures transparentes et équitables pour fixer la rémunération et garantir la stabilité du statut."